



La collection CEPESS

ANALYSE :

**La Tunisie:
est-ce l'hirondelle qui
annonce le printemps arabe?**

par le Professeur Bichara KHADER

Février 2011





CULTURE
EDUCATION PERMANENTE

Editeurs Responsables :
Laurent de BRIEY et Eric PONCIN
Rue des Deux Eglises, 45
1000 Bruxelles
02/238.01.00
fax : 02/238.01.18

Préface

Bichara Khader est un analyste respecté et reconnu du monde arabe. Professeur à la Faculté de sciences politiques, économiques et sociales de l'Université catholique de Louvain (Louvain-la-Neuve), il y dirige le Centre d'Etudes et de Recherches sur le Monde Arabe Contemporain (CERMAC) et y enseigne notamment un cours intitulé Enjeux contemporains du développement. Il a publié de nombreux ouvrages dont plusieurs sur la Belgique, l'Europe et le Monde Arabe. Il est le frère de Naïm Khader, premier représentant de l'OLP à Bruxelles, assassiné en 1981.

Il y a quelques jours, nous l'avions invité à donner une conférence pour qu'il partage ses réflexions sur les révolutions en cours en Tunisie, en Egypte et dans d'autres pays arabes et sur ce que devrait être l'attitude de l'Europe dans ces moments d'accélération de l'histoire. Lors de cette conférence, Bichara Khader s'appuyait sur deux textes, l'un sur la Tunisie, l'autre sur l'Egypte, que le CPCP, en collaboration avec le Cepsus, a le plaisir de diffuser.

Le moins que l'on puisse dire c'est que Bichara Khader a le verbe clair et l'analyse tranchante. Il rappelle, pour ceux qui en douteraient, que les peuples arabes ont la même soif de liberté et de dignité que tous les autres peuples du monde. Ils ont même un sacré cran et sont loin de l'image docile qu'on leur a parfois prêtée. Leurs revendications sont légitimes et bienvenues. L'embarras affiché par l'Europe, qui a depuis si longtemps complaisamment fermé les yeux sur l'autoritarisme des dictatures arabes, est scandaleux, contraire à ses valeurs. Cet embarras pourrait en outre être lourd de conséquences pour l'avenir : comment l'Europe peut-elle légitimement porter le message des droits de l'Homme dans les relations internationales si elle est si peu regardante sur ce qui se passe à sa porte ?

Bichara Khader analyse aussi les particularités sociologiques et géopolitiques de l'Egypte, de la Tunisie et d'autres pays arabes qui expliquent pourquoi certains pays résistent encore à la démocratie et aux libertés fondamentales. Il souligne que la révolution tunisienne est une révolution moderne, gagnée par une population instruite et jouissant d'un certain niveau de vie.

Nous pensons que ce qui se passe aujourd'hui sur le flanc sud de la Méditerranée est d'une importance politique semblable aux révolutions qui ont bouleversé l'Europe centrale en 1989 sous l'impulsion de Solidarnosc et qui ont mené à la chute du mur de Berlin. C'est l'espoir de construire des relations stables, paisibles, basées sur l'Etat de Droit et la démocratie tout autour du bassin méditerranéen, qui est en jeu. Bien sûr, nous mesurons les risques de dérapage, mais ils seront mieux contenus si l'Europe s'engage fermement aux côtés des populations arabes dans leur aspiration à la liberté, à la justice sociale et à la dignité, si l'Europe s'active au lieu de rester au balcon, si l'Europe envoie des signaux clairs aux démocrates plutôt que de craindre la confiscation des révolutions en cours par les ennemis de la liberté. C'est pour ces raisons que nous sommes heureux de publier les réflexions personnelles de Bichara Khader.

Georges Dallemagne
Président du CPCP

Introduction

Depuis quelques semaines, les immolations ou les tentatives d'immolation se multiplient dans le monde arabe, du Yémen, dans la Péninsule arabique, à l'Est, à la Mauritanie, à l'Ouest. On connaissait déjà le phénomène « kamikaze » par lequel quelqu'un se donne la mort en tuant. Mais l'immolation de protestation est un phénomène inédit dans les pays arabes. **Dépourvu de toute signification « religieuse » ou « sacrificielle », le geste se veut plutôt une prise de parole, un acte posé pour dire « assez » ou pour dire « non ».** Il ne peut être dès lors apparenté à une forme de « djihad » pour une quelconque « cause », ni, *a fortiori*, à un simple « suicide ». Ces jeunes arabes qui s'immolent cherchent, avant tout, à mettre leur désespoir en scène. Peut-être, pensent-ils, par un effet de ricochet, éveiller leurs propres peuples respectifs et les mettre en marche, à l'instar de ce jeune tunisien de Sidi Bouzid, qui s'est immolé, le 17 décembre 2010, déclenchant ce tremblement de terre politique en Tunisie qui a fini par emporter le régime tout entier.

Dans tous les pays arabes, désormais, la Tunisie est dans « les têtes ». Les manifestations se multiplient, menées souvent par des jeunes. Les régimes tentent de les étouffer dans l'œuf. Certaines manifestations ont été jusqu'ici contenues, voire matées, grâce à une police aguerrie. Mais les régimes sont aux abois et ils tremblent car ils sentent que leurs peuples trépignent d'impatience et sont à bout de nerfs. **Pour les régimes arabes, le rêve tunisien est un cauchemar.** Aussi se sont-ils empressés de lâcher un peu de lest : subventions aux denrées de première nécessité (Algérie), baisse du prix du carburant (Syrie), augmentation des retraites (Jordanie), distribution de « cash » (4 milliards de \$ au Koweït), promesse libyenne de déboursier 25 milliards de dollars pour construire des logements et subventionner les denrées de première nécessité, ordre donné aux ministères égyptiens d'engager immédiatement les 795 ingénieurs sortis des facultés d'ingénierie pétrolière, etc.

Mais **le mal est structurel** : il est en partie lié à la « vie chère » et l'érosion du pouvoir d'achat par l'inflation, mais surtout à une « fatigue générale » des peuples arabes (dont plus de 50 % ont moins de 20 ans), de leurs régimes vieillissants et corrompus qui, non seulement ont fait voler en éclats le rêve de « sauver la Palestine » des griffes de l'occupation, mais surtout se sont révélés politiquement ineptes et économiquement incapables de nourrir leurs populations et de leur offrir un meilleur horizon.

Rien d'étonnant, dès lors, à ce que la Tunisie soit désormais « dans la tête de tous les Arabes » : le drapeau tunisien est brandi par les manifestants dont certains scandent « nous sommes tous des Tunisiens » ou **« la Tunisie est la solution »** (*Tunis hiya al-Hal*). Quant aux intellectuels et défenseurs des droits de l'homme,

ils n'hésitent plus à parler de « paradigme tunisien », commencent à rêver d'un **effet « contagion »** à toute la région arabe, et forgent un nouveau terme : **tawnassat al arab** (la tunisianisation des arabes). Ce n'est donc pas un hasard si plus de 2.200 intellectuels et activistes arabes ont signé « l'Appel de Casablanca », rendu public le 27 janvier 2011, et appelant à la démocratie et au respect des Droits de l'Homme.

Mais est-ce envisageable ? Est-ce possible ? Théoriquement c'est possible, puisque beaucoup de pays arabes souffrent des mêmes maux : **le manque** (de liberté et d'emploi) et **la peur** (du contrôle, de la répression, de la torture, de l'exil). Des révolutions semblables éclateront sous l'impulsion des jeunes, sans doute. Mais la réaction des régimes, le rôle des armées, le comportement des partis d'opposition donneront à ces révolutions « une coloration locale ». En effet, si les pays arabes partagent les mêmes problèmes, dans la réalité, les choses sont plus complexes et diverses, rendant la révolution tunisienne (toujours en cours) **originale et sui generis**. Pourquoi ?

Pour répondre à cette question, il faut bien identifier **le faisceau de facteurs et d'acteurs** qui a permis de chambouler le paysage politique tunisien et conduit à abattre le régime tyrannique de Ben Ali. En effet, lors qu'il est question de comparaison, il ne faut jamais perdre de vue qu'on est en face d'un pays maghrébin qui a des particularités propres en termes géographiques, historiques, démographiques, économiques, sociaux, politiques et géopolitiques.

I. La géographie

La Tunisie est d'abord le plus petit des pays maghrébins, avec à peine 163.600 km² et une population estimée à près de 10.6 millions. Certes, la Tunisie est 5 fois plus étendue que la Belgique pour une population équivalente, mais elle est coincée entre une Algérie énorme, avec ses 2.381.741 km² (soit 15 fois la Tunisie) et ses 36 millions d'habitants, et une Libye, énorme elle aussi, avec 1.759.540 km² (soit plus de 10 fois la Tunisie) mais une population représentant plus de la moitié (6.6 millions) de celle de la Tunisie. **Ce facteur géographique n'a pas été négligeable** dans les événements tunisiens, notamment en termes de facilités de communication et de rassemblement. Déclenché dans les villes du Sud-Ouest, le mouvement de protestation a vite gagné en intensité par « un effet cliquet » et s'est rapidement étendu à toutes les régions. Les nouvelles technologies (Facebook et Twitter) ont, à cet égard, joué le rôle de courroie de transmission des informations en temps réel.

2. **L'urbanisation**

La Tunisie est urbanisée : près de 68 % de sa population vit dans les villes. Elle partage cette caractéristique avec les autres pays arabes, qui ont connu un exode massif au cours des dernières décennies, et partage ce trait, quoique dans une moindre mesure, avec les pays du Maghreb, où le taux d'urbanisation est de 59 % au Maroc, de 66 % en Algérie, et seulement de 41 % en Mauritanie. En revanche, la Libye est plus urbanisée avec un taux supérieur à 77 %. Ce taux d'urbanisation en Tunisie n'aurait pas été un facteur important s'il n'était pas couplé à **un taux inégalé d'alphabétisation des adultes**, dépassant 78 % pour les femmes et plus de 85 % des hommes, et **un taux de scolarisation qui rapproche la Tunisie des Etats européens**. Nous sommes donc en face d'une société non seulement largement urbanisée, mais extrêmement éduquée, à l'instar du Liban, de la Palestine et de la Jordanie. A cet égard, le Maroc est à la traîne de la Tunisie, avec un taux d'analphabétisme dépassant les 45 %.

3. **La femme**

Mais la Tunisie est également une société gagnée largement par la sécularisation, et où la condition féminine est de loin la plus avancée, sinon de tous les pays arabes, du moins du Maghreb. Certes, la Moudawana marocaine rapproche le Maroc de la Tunisie, mais il est clair que la Tunisie a beaucoup bénéficié des acquis de la période de Bourguiba, qui avait aboli la polygamie, encouragé l'instruction des femmes, et amélioré le statut juridique de la femme tunisienne. Ces acquis ont eu plusieurs conséquences : **la femme tunisienne est généralement plus instruite** que ses consœurs arabes, voire maghrébines, elle est **entrée plus vite sur le marché du travail, connaît un indice de fécondité assez bas** (1,8 enfants par femme) et a été plus exposée à d'autres modèles d'organisation familiale à travers les flux touristiques et la circulation migratoire. Tout cela nous donne de précieux renseignements sur **l'audace** des femmes tunisiennes, sur **leur présence** dans les métiers d'avocats, de journalistes, d'enseignants, etc.) et leur **participation active** à la résistance contre Ben Ali et, dès lors, à la révolution populaire.

Cela ne distingue pas fortement la Tunisie des autres pays maghrébins, notamment le Maroc ou l'Algérie, mais clairement la femme tunisienne s'est taillée une place méritée dans la société tunisienne et dans le mouvement pour le changement.

4. **Une société homogène**

Il est une autre caractéristique qui, cette fois, distingue la Tunisie de quasi tous les autres pays arabes : c'est **l'homogénéité de sa population**. C'est en effet une société compacte qui n'est **pas traversée par des lignes de fractures linguistiques** (francophones-arabophones-berbérophones), **ethniques** (arabes, berbères, kabyles, kurdes ou noirs), **religieuses** (chrétiens, musulmans, chiïtes-sunnites), **voire tribales** (comme en Libye, au Yémen, en Arabie Saoudite ou même en Irak). De ce fait, elle prête moins le flanc aux manipulations, aux instrumentalisation et aux ingérences. L'Algérie et le Maroc pâtissent de ces lignes de fractures. Les autres pays arabes souffrent des mêmes maux. Par le passé, le système colonial avait joué sur ces différences pour diviser. Aujourd'hui, il n'est pas rare que les régimes arabes, eux-mêmes, attisent les divisions pour jouer aux arbitres. On l'a vu en Irak et ailleurs. On le voit tous les jours au Yémen. Ne parlons pas du Soudan qui va bientôt se scinder en deux. **L'homogénéité de la société tunisienne a été un facteur important** : c'est ce qui explique qu'elle est restée, jusqu'ici, soudée et solidaire.

5. **L'absence de conflit**

L'absence de conflit avec un pays voisin a été un élément non négligeable car, souvent, les régimes autoritaires ont recours à l'instrumentalisation de la figure de l'ennemi **comme dérivatif ou comme justificatif**. Par le passé, la Tunisie était en conflit avec la Libye au sujet de la délimitation du Plateau continental de Gabès. Depuis, ce conflit a été réglé à l'amiable et les relations entre les deux pays se sont apaisées... Ainsi, **l'absence d'un ennemi identifié n'a pas permis à Ben Ali de jouer sur la fibre nationaliste** et de se présenter comme le « garant » de l'intégrité territoriale, le sauveur de la nation ou le « champion des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes ». Ce n'est pas le cas du Maroc et de l'Algérie, avec la question du Sahara Occidental, et certainement pas le cas de la Syrie, qui agite toujours la menace israélienne (qui est bien réelle), alors qu'elle n'a jamais permis à quiconque de tirer une seule balle à partir du Golan occupé (ce qui est historiquement avéré).

Au Moyen-Orient, **le conflit israélo-palestinien** a été utilisé non seulement pour justifier des budgets excessifs consacrés à la défense au détriment de l'éducation, de la santé, ou de l'emploi, mais aussi et surtout, pour **faire taire les critiques et les opposants ou légitimer l'état d'urgence**.

6. **Difficile, néanmoins, d'être un dictateur sans « mission »**

La lutte anti-terroriste a été cependant bien utilisée par le régime de Ben Ali pour justifier l'éradication du mouvement islamiste An-Nahda, sévir contre l'opposition laïque, et finalement imposer l'état d'urgence. **Privé d'un ennemi identifié, le régime s'est quand même fabriqué un « ennemi intérieur »** : l'islamisme militant. Mais c'est le cas d'autres régimes du Maghreb et du Machrek.

7. **Une armée fraternisant avec la population**

N'ayant pas à livrer une « guerre frontale » à l'encontre d'un ennemi identifié et menaçant, l'armée tunisienne est restée confinée dans les casernes. C'est d'ailleurs une armée essentiellement d'appelés, très souvent issus des couches populaires... Ce sont plutôt la police et les services de renseignement qui ont eu droit à toutes les attentions du régime et auxquels ont été confiées les tâches les plus ingrates de surveillance, de verrouillage, de contrôle et de répression. **Il est tout de même symptomatique que l'armée soit constituée d'à peine 40.000 soldats alors que la police enrôlait plus de 130.000 personnes, sans compter tous les services secrets et les « mouchards » à la solde du régime.** Cela explique d'ailleurs le zèle particulier manifesté par la police et les affidés des régimes lors des derniers événements, tuant plus de 100 Tunisiens. Et, lorsqu'en désespoir de cause, Bel Ali a fait appel à l'armée, le chef d'Etat Major de l'Armée de Terre a refusé, précipitant la fuite du dictateur.

Il faut bien avoir cela à l'esprit : **c'est la jonction entre la jeunesse et une armée au service du pays et non asservie à un régime**, qui a sans doute permis la déroute du régime tunisien. Est-ce possible dans un autre pays arabe ? Tout dépend de la place qu'occupe l'armée dans chacun des pays. En Jordanie, **elle est le socle de la monarchie. En Algérie, elle est le principal soutien du régime, se confondant souvent avec lui et, en tout cas, elle est le principal bénéficiaire de la distribution de la rente.** Au Maroc, elle demeure **fidèle au système monarchique** et se présente comme le **« rempart » de l'intégrité territoriale.** En Egypte, elle est **la garante du régime**, surtout depuis les Accords du Camp David de 1979. En Arabie Saoudite, elle est **l'ossature même du système.**

A la lumière de ces éléments, **l'on est en droit de s'interroger sur le rôle possible des armées arabes dans l'hypothèse**

d'une révolution populaire. Mon sentiment est que le cas tunisien demeure exceptionnel et que, fort probablement, toute autre révolution populaire ayant pour objectif la chute d'un régime finirait par un bain de sang. Que l'on se rappelle les massacres commis par l'armée syrienne à Homs et Hama dans les années 80, ou les événements qui ont ensanglanté l'Algérie dans les années 90. Il est vrai que dans les deux cas, **il s'agissait de couper les ailes à des mouvements islamistes qui ne cachaient pas leur dessein de prendre le pouvoir par la violence.**

8. Une grande maturité du peuple tunisien

Outre le comportement civique de l'armée tunisienne, qui a fraternisé avec la révolution populaire, il y a lieu de souligner **la grande maturité** dont le peuple tunisien a fait preuve. **Aucun parti n'a tenté d'encadrer le mouvement, voire de le récupérer à des fins partisans.** D'une manière abrupte, l'on pourrait même dire que le peuple a été plus audacieux que les partis et qu'il les a même pris de court. Les slogans scandés ont été « modernes », et je dirais même « laïcs » : dignité, liberté, emploi. Les islamistes ont adopté un profil bas et, à aucun moment, nous n'avons pu entendre un slogan de type religieux, tel que « Dieu est grand » ou « le Coran est la solution ». Cela atteste la « modernité » de la révolution tunisienne et son caractère presque exceptionnel. Tous ceux qui ne voyaient comme alternative aux régimes autoritaires que les islamistes barbus ont trouvé dans la révolution tunisienne un démenti cinglant de leurs thèses.

9. Profil bas de la mouvance islamiste

Certes, il y a eu sans doute beaucoup de manifestants se reconnaissant dans la mouvance d'An-Nahda. Mais ce mouvement n'est plus celui des années 70, où il était proche des Frères Musulmans. Premièrement, le mouvement a été décapité et son dirigeant exilé à Londres. Deuxièmement, le mouvement tient un discours empreint de réalisme et de modération et appelle à une Tunisie démocratique et non à une République islamique. Et enfin, la jeunesse tunisienne a, elle aussi, changé : plus éduquée, plus formée, plus informée, elle est davantage en phase avec le monde moderne avec l'individualisation de la religiosité. Naturellement, il n'est pas dit que les mouvements islamistes tunisiens ne seront pas parties prenantes dans la Tunisie de demain, mais, à l'évidence, ils ne seront pas les acteurs dominants de la scène politique. Et s'ils parvenaient à occuper le devant de la scène, c'est davantage le modèle turc qui serait leur source d'inspiration, et non le « modèle wahabite » ou celui « des Frères Musulmans ».

10. **Un capitalisme de copinage**

La révolution tunisienne a aussi bénéficié d'un contexte particulier, marqué par la mise à nu du « **fameux miracle économique tunisien** ». Ce n'est pas que celui-ci n'était pas réel, du moins entre 1970 et 2000, avec un taux de croissance honorable, des investissements extérieurs importants, et une modernisation réelle du pays tant sur le plan des infrastructures que sur le plan de l'éducation ou de la santé. Personne ne peut en effet nier que, pendant ces décennies, la Tunisie a développé une industrie de sous-traitance textile, encouragé l'installation d'industries off-shore, promu l'activité touristique. Certes, la Tunisie a tiré profit d'une conjoncture favorable et a bénéficié des transferts de ses immigrés et des investissements arabes et non-arabes. Mais elle a surtout bénéficié des aides européennes (100 millions d'euros par an en moyenne) depuis le lancement du partenariat euro-méditerranéen en 1995, la signature de l'Accord d'association en 1995, suivi, plus tard, à partir de 2004-2005, par l'Accord de voisinage.

Tout cela a fait croire que la Tunisie était résolument engagée dans la voie du décollage économique. Mais le modèle de croissance de la Tunisie souffrait de sérieux handicaps : **spécialisation excessive** de secteurs à faible valeur ajoutée et à faible contenu technologique, fondés sur une main-d'œuvre peu qualifiée, surtout féminine, dans le secteur du textile et de la confection, une trop **grande dépendance** d'un seul marché, celui de l'UE (80 % des échanges de la Tunisie), et une **inadéquation** entre l'augmentation du niveau de l'éducation et la demande de main-d'œuvre qualifiée.

A ces handicaps, s'est ajouté un **niveau inégalé de corruption**, surtout à partir des années 2000, avec le développement d'un « **capitalisme de copinage** » (*ra'smaliyat al habayib wal nasayib*) organisé autour de la famille Ben Ali et d'une clique de « profiteurs » qui gravitaient dans l'orbite du régime. C'est ce système de corruption organisée et généralisée qui a commencé à gripper toute la machine, faisant fuir les investisseurs et rebutant les partenaires, surtout européens. Il y avait croissance, certes, (4 à 5 % de croissance par an en moyenne), mais c'était **une croissance sans développement**. On a encouragé le tourisme littoral mais appauvri l'hinterland. Les prix immobiliers ont connu une hausse vertigineuse, enrichissant quelques-uns et rendant l'accès à la propriété très difficile pour la majorité. On a laissé dérapier l'inflation, renchérissant le « panier de la ménagère », et on a créé des emplois de « survie », mais peu d'opportunités ont été offertes aux jeunes qualifiés.

Certes, certaines élites s'accommodaient de cette situation tant qu'elles en récoltaient certains dividendes. Mais il est clair que le système s'est gangrené, décourageant le secteur privé, l'esprit d'initiative et d'entrepreneuriat, à telle enseigne que peu de grandes entreprises ont pu voir le jour en Tunisie. **Ce sont donc les petites structures familiales qui prédominent en Tunisie** : elles sont les seules à pouvoir échapper à l'œil rapace des caciques du pouvoir. On estime que seulement une infime partie des entreprises tunisiennes (0,4%) emploie plus de 100 salariés, contre 75 % des entreprises marocaines... Cela pose un problème en termes d'accès au financement des banques et de modernisation de l'outil de production, réduit l'offre d'emploi qualifié pour les jeunes diplômés, et décourage les partenariats avec les grosses entreprises étrangères. Il est tout de même **frappant de constater que, sur les 40 grosses entreprises françaises (du CAC 40), seulement 3 ou 4 sont présentes en Tunisie, alors que 38 sont implantées au Maroc.**

Or, c'est ce modèle tunisien que louaient l'Occident et les grandes institutions bancaires telles que la Banque Mondiale ou le Fond Monétaire International. Même en 2010, alors que l'économie tunisienne montrait des signes évidents d'essoufflement, la Banque Mondiale vantait « la stabilité macro-économique » du pays. Ben Ali jouait sur cette image « de bon élève » pour perpétuer ses pratiques répressives. Or, tous les théoriciens du développement le savent, **une modernisation autoritaire** peut fonctionner quelque temps, mais rarement longtemps. **La déconnexion entre croissance économique et réforme politique finit toujours par produire ses effets toxiques** : développement d'un capitalisme clientéliste et prédateur, manque de transparence, manque de sécurité juridique et, finalement, érosion de l'efficacité du système et de son attractivité pour les investisseurs extérieurs.

II. Un capitalisme qui tourne le dos aux jeunes

Les spécialistes de la transition démographique dans le monde arabe ont inventé le concept de « **cadeau démographique** ». Ils font référence à la transition démographique en cours d'achèvement dans la plupart des pays du Maghreb et dans certains pays du Machrek, avec la décrue démographique provoquée par la baisse des indices de fécondité. La population croît moins vite que dans les décennies précédentes et, surtout, la pyramide des âges leur donne un avantage considérable puisque les moins de 20 % représentent entre 45 et 50 % de la population. Face à une « Europe ridée et vieillie », pour reprendre la

formule d'Alfred Sauvy, un monde arabe jeune, estiment les démographes, est une fenêtre d'opportunité, un cadeau démographique. La Tunisie, qui a pratiquement achevé sa transition démographique, est citée en exemple. La moyenne d'âge de sa population ne dépasse pas 28 % (contre 38 % dans l'UE) et sa population est, de surcroît, très éduquée.

Tout cela paraît rassurant, sauf que le chômage des jeunes diplômés en Tunisie et dans tous les pays arabes bat des records mondiaux, à telle enseigne que l'on se demande s'il n'est pas plus judicieux de parler de « **fardeau démographique** » et non de « cadeau démographique ». En effet, quand un pays éduque sa population, il accroît du même coup ses attentes. Mais, comme le système économique en place ne peut répondre à ces attentes, **la frustration est énorme**. C'est la lecture que je fais de l'immolation de Bouaziz : il ne s'est pas donné la mort pour défendre « l'Islam », ou « les causes sacrées des Arabes » : il s'est immolé par frustration. C'est un geste individuel, un choix personnel. S'il est devenu un « emblème », une « icône », en Tunisie, au Maghreb et dans l'ensemble des pays arabes, c'est parce qu'il y a le même sentiment de frustration chez tous les jeunes arabes de l'Océan au Golfe. Par son immolation, Bouaziz a été, en quelque sorte, l'interprète et le traducteur de toutes les frustrations des jeunes arabes.

Le chômage ne doit pas être confondu avec la pauvreté. Celle-ci est répandue dans le monde arabe mais elle n'a pas déclenché de mouvement révolutionnaire : avant de se mettre en marche, une société ne peut pas être affamée. Mais quand **la pauvreté est couplée à l'injustice**, aux disparités criantes, aux gabegies des États et à la prédation des régimes, elle devient alors explosive.

Ainsi, si la question du chômage des jeunes a été un facteur important dans le déclenchement de la révolution tunisienne, c'est parce que les Tunisiens se sont rendus compte que le chômage n'était pas une sorte de « fatalité », mais qu'il est le produit d'un système politique injuste, répressif, et cleptomane, et d'un dysfonctionnement économique. C'est donc **cette connexion entre dictature et injustice sociale qui a constitué le détonateur**.

Certes, **le problème du chômage des jeunes est ancien et général**. Mais il a pris, au cours des 20 dernières années, une tournure inquiétante. Pour m'expliquer, j'élargis l'analyse à tous les pays du Maghreb et du Machrek.

Prenons, à titre d'exemple, le cas des pays du Maghreb. Dans les deux premières décennies qui ont suivi les indépendances, **le secteur**

public absorbait quasi tous les diplômés (administration, enseignement, secteurs publics, et armée). Il est vrai que ces pays venaient d'accéder à l'indépendance (1956 pour le Maroc et la Tunisie, et 1962 pour l'Algérie) et étaient résolument engagés dans la « reconstruction » : ils avaient besoin d'outiller les administrations, de constituer des armées modernes, et de faire tourner les entreprises publiques. Il y avait donc une offre suffisante d'emplois pour les jeunes qui sortaient de l'école et de l'enseignement supérieur. Il ne faut cependant pas perdre de vue que l'ensemble des 5 pays du Maghreb avait une population qui dépassait à peine les 40 millions d'habitants (contre 90 millions aujourd'hui), et que le nombre total des diplômés était à peine de 50.000, par an, pour les 5 pays du Maghreb, contre plus de 500.000 aujourd'hui. A partir des années 80, le chômage des jeunes en général, et des jeunes diplômés en particulier, commence à prendre une tournure inquiétante en raison de la démocratisation de l'enseignement supérieur et de la croissance démographique, de la saturation des secteurs publics et du **dégraissage de l'emploi public**, surtout depuis l'imposition par le Fonds monétaire international des programmes d'ajustement structurel. Ainsi, l'emploi du secteur public en Algérie est passé de 56 % fin des années 80, à 28 % en 2010. En Tunisie, il est passé de 25 % à 21 % en 2010 et, au Maroc, de 13 % à 9%. La Libye fait exception puisque le secteur public continue à employer plus de 70 % de la population active (Luis Martinez).

Mais le secteur privé n'a pas pris le relais. En Algérie, il est demeuré handicapé par une économie de rente, en Tunisie par la structure familiale des entreprises et la mainmise du régime sur l'économie du pays, en Libye par l'emprise de l'Etat, en Mauritanie par l'exiguïté du marché. **Le Maroc fait mieux que tous les autres pays**, mais le secteur doit encore être revigoré pour créer des gisements d'emplois de qualité. Dans tous les pays maghrébins, et à vrai dire, arabes, le secteur privé ne s'est pas suffisamment diversifié et il n'a pas monté suffisamment dans la gamme des produits (nouvelles technologies) pour absorber des jeunes diplômés et leur offrir des salaires décents.

Ce n'est pas donc étonnant qu'on assiste à l'explosion du chômage des jeunes diplômés. Les chiffres sont éloquentes : si le taux moyen de chômage général oscille autour de 14 % en Tunisie, 66% des chômeurs sont jeunes, dont 37 % de jeunes diplômés. En Algérie, la situation est semblable, et au Maroc, à peine meilleure.

Tous ces pays de l'Union du Maghreb arabe devraient créer chaque année plus d'**un million d'emplois pour absorber les jeunes qui**

entrent sur le marché du travail : ils en créent près d'**un quart**. Selon un rapport de la Banque Mondiale, la Tunisie devrait créer près de 140.000 emplois par an ; elle en crée en réalité 40.000. La Tunisie partage donc avec ses voisins maghrébins, mais aussi avec tous les autres pays arabes, un problème majeur : **le chômage des jeunes**. Pour le stabiliser, il faudrait une croissance de 7 % en moyenne par an, et, pour le réduire, une croissance de 10 %. C'est un défi colossal qui n'est à la portée que de quelques émirats pétroliers.

12. La soupape de l'émigration qui se ferme

Par le passé, **l'émigration offrait une soupape et une opportunité**. Mais, aujourd'hui, les multiples cordons sanitaires des pays de l'Union Européenne rendent l'émigration périlleuse, coûteuse et incertaine. Les plus chanceux et les plus audacieux parviennent à déjouer tous les contrôles et à entrer clandestinement, mais les autres jeunes sont condamnés à l'oisiveté : **les Algériens les appellent les « hittites »** (de *hit*, qui veut dire « mur » en arabe) : ce sont ceux qui passent leurs journées adossés à un mur en fumant une cigarette. **D'autres s'insèrent dans l'économie informelle**. Rien d'étonnant à ce que l'on assiste à une « informalisation » croissante des économies maghrébines. Or, si le secteur informel constitue une échappatoire aux jeunes maghrébins, et sans doute une réponse à des besoins sociaux non satisfaits en raison de la déliquescence des services publics et de l'anémie du secteur privé, il risque fort bien de saper les bases économiques et financières des Etats.

13. Une intégration régionale bloquée

Tout cela est à mettre en rapport avec **l'absence d'intégration régionale** dans le monde arabe en général, dans les pays du Maghreb en particulier. Faut-il rappeler que le monde arabe, et son Maghreb en particulier, constituent **les régions les moins intégrées du monde** ? A peine 10 % du total des échanges arabes, mais seulement 3.36 % du total maghrébin (2006), se font entre les pays de la zone. Or, les études ont bien démontré que l'absence d'intégration régionale fait perdre à l'ensemble arabe entre 3 à 4 % du produit intérieur brut. Dans l'hypothèse d'une pleine intégration du Maghreb, la hausse combinée du PIB entre 2005 et 2015 a été estimée à 24 % pour la Tunisie, 27 % pour le Maroc et 34 % pour l'Algérie.

14. Des économies arrimées au seul marché européen

Dans tous les pays du Maghreb, au coût du non-Maghreb, s'ajoute le

le risque d'économies largement arrimées à un seul marché: l'UE. Cette trop grande verticalité des échanges accroît l'exposition de ces économies aux aléas des marchés européens. La Tunisie est à cet égard un cas emblématique, avec 80 % de ses échanges effectués avec l'UE. Les pourcentages sont moins importants pour le Maroc (60 %) et l'Algérie (56 %). Pour les pays arabes du Machrek, l'UE demeure le principal client et fournisseur (de 35 à 45 % selon les pays), mais une diversification des marchés est en cours.

15. Rente et autoritarisme

Tous les pays arabes sont, à des degrés divers, des pays rentiers. La rente peut être de nature diverse : revenus d'exportation de matières premières ou agricoles (gaz, pétrole, phosphate, potasse, minerais de fer, coton), recettes du secteur touristique, transferts des immigrés, aides internationales ou arabes, et droits de transit (le Canal de Suez). La rente peut être une aubaine quand elle est engrangée par un pays démocratique : elle est alors distribuée sous formes de services sociaux. Mais **une rente captée par des régimes autoritaires produit de nombreux effets pervers** : elle décourage les activités productives (puisqu'on peut tout acheter), elle sert à créer un service public pléthorique et inefficace, elle transforme la population en une population « cliente », « docile » et « peu revendicative ». Grosso modo, **la rente permet aux États d'acheter sinon le consentement, du moins le silence, de la population.**

Mais tous les pays arabes ne sont pas dans la même situation : certains sont **de grands pays rentiers** et disposent de réserves financières importantes, voire de fonds souverains : ce sont les pays producteurs de ressources naturelles, notamment les pays du Golfe, l'Arabie Saoudite, la Libye et l'Algérie. Les autres ne disposent que de maigres rentes (transferts, aides, droits de passage, recettes touristiques). Tous ont **développé des sociétés insatiables de consommation de produits de tout genre**, mais sont restés incapables de se nourrir (puisque une calorie sur deux est importée) et incapables de produire un GSM, une voiture, une machine à tisser ou a fortiori un ordinateur. **Ce décalage entre consommation et production** explique sans doute l'incapacité de ces pays à se hisser au rang de véritables économies émergentes et, par conséquent, à offrir à leurs jeunes autre chose que des besoins inassouvis.

Mais la rente n'a pas seulement pérennisé des régimes autoritaires et découragé l'esprit d'entreprise et d'innovation, elle a surtout servi à

financer les multiples appareils sécuritaires censés protéger les régimes et **museler les mouvements de contestation**. Dans des pays comme l'Algérie ou la Libye, les pays du Golfe, l'Arabie Saoudite, la Jordanie, elle a aussi permis **d'acheter des armes au-delà des besoins réels des pays** pour garantir le soutien des armées aux régimes en place.

Un autre élément mérite d'être souligné. **L'accaparement d'une rente importante, comme celle provenant des exportations gazières et pétrolières, autonomise les régimes rentiers par rapport à leurs critiques « extérieures » et leurs opposants « intérieurs »**. Les acteurs extérieurs (prenons le cas de l'UE ou des Etats-Unis) ne peuvent se passer des ressources énergétiques de ces pays producteurs et ont tendance à mettre en sourdine leurs « critiques ». L'opposition intérieure, quant à elle, peut être facilement affaiblie, soit par une **« cooptation sélective »**, soit par **une répression ciblée** (contre les islamistes, par exemple, ou contre les organisations de défense des droits de l'homme), soit, enfin, par une **ouverture contrôlée** (inclusion parlementaire).

Or il se fait que la Tunisie est **un petit pays rentier** (transferts, recettes touristiques, aides internationales). Ainsi, à l'opposé de l'Algérie et de la Libye, cette rente ne provient pas de l'exportation **de ressources stratégiques**, ce qui a moins autonomisé le pays des critiques extérieures et des oppositions intérieures, d'autant qu'elle a été accaparée, pour l'essentiel, par une petite élite. **L'armée et le peuple en ont moins bénéficié** : le budget de la défense oscille autour de 1.38 % du PIB, contre 3.29% pour l'Algérie, 3.35 % pour le Maroc, 2.15 % pour la Libye et seulement 0.67 % pour la Mauritanie. Cela a permis d'autonomiser à la fois la population et l'armée par rapport au régime. D'où **la fraternisation de l'armée tunisienne avec le peuple**, scénario qui me paraît exclu dans le cas libyen ou algérien ou a fortiori saoudien, où toute révolution, si révolution il y a, serait nécessairement une « révolution de palais » ou un simple « coup d'Etat militaire ».

Le cas du Maroc est plus complexe. Certes, le pays dispose lui aussi de quelques rentes (recettes phosphatières, accords de pêche, recettes touristiques, transferts des immigrés, aides internationales, etc.) mais ces rentes sont loin d'atteindre les 55 milliards de dollars de revenus engrangés par la voisine Algérie. Ceci explique sans doute pourquoi l'emploi public est le plus faible de tous les pays du Maghreb, accroissant l'autonomisation de la population par rapport à l'Etat. Cela

ne signifie en rien qu'une révolte populaire pouvant déboucher sur une révolution soit de l'ordre du possible, car il faut prendre aussi en considération l'autre variable : la réaction de l'armée.

Certes, **l'armée marocaine** est importante en effectifs, mais elle n'est pas aussi gâtée que dans les autres pays pétroliers. Le Maroc consacre 3.35 % de son PIB à la défense (en raison principalement de la question du Sahara Occidental) mais cela ne représente que 99 \$ par habitant, alors qu'en Algérie, le budget de la défense par habitant est de 155 \$, de 127 \$ en Libye, et de 1436\$ en Arabie Saoudite. En tout état de cause, **l'armée marocaine soutient le système monarchique** et il est difficile d'imaginer qu'en cas de révolte généralisée (à mon sens impensable aujourd'hui) qu'elle prendrait fait et cause pour le peuple. A priori, l'Algérie, en dépit de son régime rentier, est plus exposée à une révolte populaire. Un ancien premier ministre algérien, Ghozali, parle même du « tsunami politique » à venir.

Au Moyen-Orient, la Syrie, le Yémen, la Jordanie et l'Egypte sont fragilisés par une contestation sociale et un rejet des pratiques autoritaires. Mais ici aussi, des nuances s'imposent : **il ne faut espérer que l'armée jordanienne puisse renverser la monarchie** : elle est son principal soutien et la Jordanie consacre à la défense 7.17 % de son PIB, ce qui fait presque 422 \$ par habitant, alors que le peuple dispose de peu de ressources. En outre, **la composition de l'armée, essentiellement bédouine et jordanienne de « souche »** (excluant les Palestiniens qui sont majoritaires en Jordanie des postes de commandement) immunisent la Jordanie contre toute contagion révolutionnaire. Au besoin, l'armée est prête à noyer tout mouvement révolutionnaire (Mais qui le déclencherait ? Qui l'encadrerait ?) dans le sang. En 1970, le Roi Hussein n'a pas hésité, pour protéger son trône, à lancer ses troupes contre les Fidayins palestiniens lors du fameux Septembre Noir. Quant à **l'armée syrienne**, elle fait preuve depuis les années 70 d'une passivité et d'une docilité remarquables. Contrôlée par le clan Alaouite de Hafez el Assad et de son fils, Bachar, elle est aujourd'hui confinée dans les casernes. Au besoin, elle est prête à servir pour écraser toute rébellion. Dans les années 80, elle n'a pas lésiné sur les moyens pour éradiquer, de manière forte, les mouvements islamistes de Homs et de Hama.

L'armée égyptienne demeure une grande inconnue. Les trois présidents de l'Egypte post-monarchique (Nasser, Sadate et Moubarak) sont issus de ses rangs. Elle est l'objet de toutes les attentions mais elle fait peur aux dirigeants car son recrutement se fait dans les classes souvent défavorisées et elle est la seule force organisée capable de

s'imposer sur la scène si la succession de Moubarak devait déboucher sur une impasse politique ou, pire, sur le chaos. Ce ne sera cependant pas pour implanter la démocratie, mais pour instaurer l'ordre.

C'est aujourd'hui **le Yémen** qui paraît le plus fragile. Le régime doit faire face à une rébellion houthiste, actuellement matée, au Nord. Et elle est exposée à un risque de scission au Sud. Sans oublier bien sûr la reconstitution des réseaux d'Al-Qaida dans les régions montagneuses et tribales. Dans ce pays, l'armée est épuisée et la contestation sociale est audacieuse, surtout au Sud. C'est bien au Yémen que les ingrédients d'une révolution populaire se trouvent réunis, mais où, paradoxalement, les intérêts géopolitiques de l'Occident sont les plus évidents. La localisation géographique du Yémen à l'entrée du Bab el Mandeb sur la Mer Rouge et les intérêts géostratégiques des acteurs extérieurs joueraient sans doute contre une révolution à la tunisienne.

Conclusion

A beaucoup d'égards, et cette analyse veut le souligner, **la révolution tunisienne est originale**. C'est une conjonction exceptionnelle de facteurs et d'acteurs qui l'a rendue possible : jeunesse éduquée mais aux prises avec un chômage rampant, une organisation spontanée de la révolte, un contexte économique marqué par une « croissance sans développement », un système politique sclérosé et répressif, une corruption généralisée, et un ras-le-bol général.

On trouve tous ces ingrédients explosifs dans tous les pays arabes où se multiplient les manifestations de rue contre la vie chère et le manque de liberté et de perspectives. **Mais dans aucun autre pays que la Tunisie, jusqu'ici au moins, ces manifestations n'ont pu déboucher sur l'éviction d'un dirigeant ou sur des réformes politiques, autres que « cosmétiques »**. Certes, les régimes ont dû lâcher du lest sur les questions des prix, des subventions, des retraites, de l'emploi, mais les demandes politiques ont été, dans l'ensemble, écartées voire tout bonnement ignorées. Il ne peut en être autrement : **on ne peut sortir une démocratie des entrailles de régimes autoritaires et une autocratie ne se fait jamais euthanasie pour se démocratiser**.

Donc, **il ne faut pas espérer une sorte de réforme par le « haut »** : les régimes autoritaires partagent une caractéristique : ils sont autistes, sourds et aveugles. **Faut-il donc espérer une révolution par le « bas », comme en Tunisie ?** Théoriquement c'est possible, mais l'analyse ci-dessus a montré combien les réalités des pays arabes sont différentes. Dans certains, Jordanie, Egypte, Algérie, il existe un réel « **risque d'islamisation** » de la révolte, ce qui n'a pas été le cas de la Tunisie. Ailleurs, au Yémen ou même en Algérie, par exemple, il y a un risque de « **régionalisation** » de la révolte. En Syrie, l'élément clanique et sectaire pourrait jouer.

Le comportement des armées sera nécessairement différent selon les différents contextes nationaux. Dans certains pays, l'armée est le socle, l'ossature, le soutien ou le rempart des régimes. Dans d'autres, elle est plus au moins « autonome » par rapport aux régimes. C'est cette relative autonomie qui a d'ailleurs permis aux Tunisiens de fraterniser avec elle et finalement d'en finir avec le régime de Ben Ali.

Le comportement des acteurs régionaux et internationaux est à prendre en compte. Les Américains, *a posteriori*, ont loué le « courage et la dignité du peuple tunisien ». Mais, par la voix d'Hillary Clinton, ils viennent de louer « la stabilité » du régime égyptien. Et on connaît leur aide au régime d'Ali Saleh du Yémen, et bien sûr leur « traditionnelle amitié » avec la monarchie jordanienne. Le changement de régime en Tunisie ne pose pas de problèmes

géostratégiques majeurs, ni à l'UE, ni à l'Amérique. Mais un changement de régime en Egypte, surtout s'il est piloté par les Frères Musulmans, **produirait un véritable séisme régional**. Cela vaut pour la Jordanie et pour le Yémen. Dans le cas de l'Egypte et de la Jordanie, c'est la paix avec Israël qui pourrait être remise en cause. Dans le cas du Yémen, c'est la faillite de l'Etat qui pourrait être facteur d'inquiétude. Je ne sais pas comment les acteurs extérieurs réagiraient dans le cas d'une révolte populaire en Syrie. A la limite, ils diraient que « le diable que l'on connaît est meilleur que le diable que l'on ne connaît pas ».

Il y aura du changement dans les pays arabes, à coup sûr. Sous quelles formes, avec quels acteurs, avec quelle bénédiction ? Personne, à ce stade, ne peut le dire. Ce qui est certain, c'est que la révolution tunisienne a fait voler en éclats plusieurs mythes, notamment ceux du « **despotisme intrinsèque à l'Islam** » (Bernard Lewis) et de « **l'exceptionnalisme arabe** », censés démontrer que « **Arabes et démocratie c'est une contradiction dans les termes** ». Le sursaut tunisien a révélé aussi le caractère fallacieux de **la déconnexion entre modernisation économique et réforme politique**. Il a également démontré la vacuité des arguments constamment ressassés selon lesquels les régimes autoritaires sont les seuls à pouvoir « **endiguer la déferlante islamiste** » considérée comme seule alternative, **défendre les intérêts géostratégiques et économiques de l'Occident, ou « faire la paix avec Israël ou au moins normaliser les relations avec lui »**. Enfin, ce qui s'est passé en Tunisie a donné la preuve de l'inanité de certains axiomes tels que « **Tais-toi et consomme** » (shut up and consume) ou « **les régimes autoritaires sont les garants de la stabilité** ». Les Tunisiens nous ont montré que la consommation ne garantit nullement la docilité et qu'un « régime autoritaire est stable jusqu'au jour où il ne l'est plus ».

En définitive, la Tunisie a indiqué un chemin à suivre, mais il n'est pas le seul : il appartient aux autres pays arabes de choisir leur chemin vers la démocratie, en fonction de leur histoire propre et des forces en présence.

Enfin, il ne faut pas se méprendre: nous sommes face à un « processus révolutionnaire » car la révolution tunisienne est toujours en marche : c'est donc **un processus inachevé**. Et il y a fort à parier que **le chemin du futur ne sera pas semé de pétales de Jasmin**. D'autres possibles, moins réjouissants, ne sont pas à écarter :

1. Des voisins pourraient chercher à semer la zizanie et soutenir certains acteurs (islamistes ou autres) au détriment d'autres acteurs, provoquant ainsi une guerre civile ;
2. Les anciens bénéficiaires du régime Ben Ali pourraient songer à reprendre l'initiative ;

3. Les partis politiques tunisiens ne se montreraient pas à la hauteur de la tâche et confisqueraient la révolution populaire ;
4. Si les Tunisiens ne remettent pas tout de suite l'économie sur les rails, le pays pourrait sombrer dans le chaos. Dans ce scénario, l'armée, elle-même, pourrait être tentée d'instaurer « un régime militaire ».

Le pire qui puisse dès lors subvenir est que la révolution tunisienne « accouche d'une souris », et avorte, ou que des « partis religieux » ou des « acteurs régionaux » tentent de la confisquer à leur seul profit, ou simplement de la faire avorter.

Si ce scénario cauchemardesque devait se réaliser, alors la révolution tunisienne produirait un « effet repoussoir » dans tout le monde arabe, accréditant la thèse des régimes pour lesquels « l'Etat fort est préférable à l'anarchie ».

